

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 881^e
SÉANCE**

Vendredi 27 septembre 1963,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Discussion générale sur l'ensemble des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission.</i>	7

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

DISCUSSION GÉNÉRALE SUR L'ENSEMBLE DES
POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RENVOYÉS À LA
COMMISSION

1. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales)^{1/} souligne l'importance de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui s'est tenue à Genève en février 1963. Grâce à la publication des huit volumes reproduisant les actes de la Conférence, ses enseignements pourront être largement diffusés afin d'encourager des initiatives concrètes. Cette conférence s'inscrit dans une série de manifestations, telles que les Conférences internationales des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques (1955, 1958), la Conférence des Nations Unies sur les nouvelles sources d'énergie (1961) et le Congrès mondial de l'alimentation (1963), qui, par leur nature et leur ampleur, leur succession rapide et la promesse d'action collective qui s'en dégage, témoignent de grands changements dans la manière d'aborder les problèmes difficiles. Il faut songer désormais à assurer un rôle permanent à ces manifestations dans la vie de l'Organisation.

2. Ainsi se trouve précisée la nouvelle responsabilité qui incombe aux Nations Unies: faciliter la naissance et le développement d'une technologie indigène, stimuler l'esprit moderne de la science et de la technique dans des sociétés où il ne s'est jusqu'à présent implanté que partiellement et préparer les changements institutionnels nécessaires à cette évolution. Il importe, à une époque où les dépenses directement déterminées par le progrès scientifique se chiffrent parfois par des sommes astronomiques et impliquent la mobilisation des meilleurs cerveaux, de prendre conscience des charges que cette nouvelle responsabilité entraîne pour la communauté internationale, en argent et en hommes. Il faut aussi que le monde scientifique s'engage plus profondément dans cette tâche collective, en prenant davantage conscience de la nouvelle hiérarchie des problèmes et des valeurs qui s'ébauche progressivement au sein de l'ONU et qu'il maintienne les liens noués, à l'occasion de la Conférence, avec l'Organisation. La création, selon la décision du Conseil économique et social [résolution 980 A (XXXVI)], d'un comité permanent

composé des personnalités scientifiques les plus éminentes est indispensable à l'établissement d'une coopération qui n'a été jusqu'à présent qu'épisodique.

3. Dans un domaine plus prosaïque, l'examen de la conjoncture récente révèle un certain nombre de traits encourageants. La production agricole mondiale, qui avait à peine augmenté entre les campagnes 1960-1961 et 1961-1962, enregistre une augmentation de 2,5 p. 100 en 1962-1963. Fait peut-être encore plus significatif, la production alimentaire s'est accrue dans des proportions semblables, marquant ainsi un progrès dans l'approvisionnement en denrées alimentaires par tête d'habitant. En 1962, la production minière s'est élevée de 6 p. 100 et la production manufacturée de 7 p. 100, soit un net progrès par rapport aux taux d'accroissement de l'année précédente. Ce mouvement semble s'être maintenu pendant les premiers mois de 1963, pour autant que les données encore fragmentaires dont on dispose permettent d'en juger.

4. Ces diverses forces expansionnistes se reflètent dans l'accroissement du mouvement des échanges. Les exportations mondiales enregistrent, en valeur comme en quantité, une augmentation de 5 p. 100 par rapport à 1962. Mais l'événement de loin le plus important est la hausse générale des cours des produits de base, dont l'indice général, pour la première fois depuis cinq ans, a dépassé quelque peu la moyenne de 1958. Cependant, il est encore trop tôt pour conclure qu'il s'agit d'un renversement durable de la tendance car, pour certains produits agricoles, l'élévation des cours est plutôt le résultat de circonstances spéciales, intempéries ou opérations de caractère spéculatif. Il serait donc prématuré de reviser les hypothèses de base sur lesquelles l'action de l'ONU s'est récemment fondée.

5. Les politiques économiques ont été marquées récemment par certaines tendances, parfois innovatrices ou révisionnistes, qui, tout en différant d'un pays à l'autre, ont cependant entre elles un point commun, à savoir un plus grand degré de pragmatisme et de souplesse dans la poursuite du progrès économique.

6. Ainsi, plusieurs pays sous-développés se sont engagés dans une révision de leurs programmes économiques, en se fondant sur un examen plus rigoureux des ressources, afin de rechercher un compromis réaliste entre les besoins et les objectifs formulés, et de corriger certaines erreurs qu'un optimisme excessif dans l'estimation des ressources de change avait parfois entraînées dans le choix des investissements. A cet égard, la méthode préconisée dans le cadre des travaux de l'Alliance pour le progrès et visant à réduire l'aléa qui s'attache au secteur des recettes extérieures grâce à un meilleur ajustement des ambitions nationales et des disponibilités internationales paraît une innovation de grande portée.

^{1/} Le texte in extenso de la déclaration faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a été distribué sous la cote A/C.2/L.722.

7. Dans les pays régis par un plan central, le mouvement de réformes amorcé dans les années 1950 semble s'être récemment accéléré. Toute société industrielle évoluant vers une complexité et une diversification croissantes, une tendance "optimaliste", soucieuse d'assurer l'allocation la plus favorable des ressources globales, l'emporte désormais sur les préoccupations "maximalistes" antérieures visant à porter au plus haut niveau possible la production de certains secteurs. Une plus grande autonomie est laissée aux entreprises et, à une préférence pour l'autarcie, a succédé une propension à élargir les échanges internationaux, qui se traduit par une certaine division du travail entre les pays membres du Conseil d'entraide économique (COMECON). Les difficultés rencontrées parfois dans la poursuite de cette politique sont inhérentes à tout effort d'intégration économique, au stade où le calcul des avantages à long terme entre parfois en conflit avec des intérêts plus immédiats. Mais ici encore, une attitude pragmatique semble prévaloir.

8. Dans les pays industriels d'entreprise privée, les pouvoirs publics ne pouvant pratiquer une politique déflationniste trop sévère, à laquelle s'opposent des forces sociales puissantes, ni avoir recours au maniement de la parité monétaire, pour faire face aux pressions inflationnistes résultant d'un accroissement des salaires supérieur aux progrès de la productivité, plusieurs gouvernements ont tenté récemment d'appliquer une politique des revenus, avec des succès divers. Malgré les difficultés auxquelles ils se heurtent pour maintenir des taux différentiels qui assurent la répartition la plus efficace de la main-d'œuvre et pour définir une action applicable aux revenus autres que les traitements et salaires, il paraît inévitable que la politique des revenus s'étende un jour aux revenus du capital et à la formation de l'épargne, et qu'elle soit désormais l'un des soucis majeurs des planificateurs dans les pays d'entreprise privée.

9. Les avantages de cette conjonction d'une volonté d'action planifiée avec une attitude plus pragmatique sont attestés en particulier par les progrès récemment accomplis dans le domaine de la liquidité internationale. Certes, l'accord ne s'est pas encore fait sur les remèdes ni même sur le diagnostic. Certains s'inquiètent de ce que les échanges internationaux s'accroissent plus rapidement que les réserves monétaires, tandis que d'autres craignent surtout les risques d'une insuffisance des ressources monétaires au regard des variations de la balance des paiements des principales puissances commerciales et redoutent, en particulier, l'effet des mesures prises récemment par le Gouvernement des Etats-Unis pour renverser la tendance déficitaire de ces dernières années. Cependant, les positions à l'égard de ces problèmes ont déjà considérablement évolué, et l'on admet désormais plus volontiers que les ajustements rendus nécessaires par un déséquilibre durable de la balance des paiements doivent se faire progressivement. Les mesures prises ces dernières années témoignent de cette évolution, qu'il s'agisse des décisions adoptées sous l'égide du Fonds monétaire international ou des facilités du type "stand-by" que s'accordent désormais réciproquement les banques centrales. Il faut se réjouir de ce qu'un débat public international sur un thème aussi délicat ait pu conduire la communauté internationale, malgré la force des traditions, à envisager des solutions novatrices dans ce domaine. Ce problème de la liquidité internationale intéresse l'ensemble des mécanismes économiques mondiaux et

présente une certaine importance pour les pays sous-développés. Ces pays peuvent trouver eux-mêmes, dans l'absence de liquidité financière, un obstacle à leurs entreprises et la politique restrictive inspirée par les difficultés monétaires internationales peut, en freinant l'expansion des économies dont ils dépendent, compromettre les programmes d'assistance économique.

10. L'exemple de la liquidité internationale semble témoigner d'une évolution plus rapide des idées et des attitudes, ce dont il faut se féliciter, car ce mouvement ne peut que favoriser les progrès de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Certes, la Décennie a déjà été marquée par d'importants événements tels que les conférences citées plus haut. Mais il faudrait aussi qu'elle soit l'occasion de mettre au point des méthodes permettant d'évaluer la "performance" de la communauté internationale au regard des objectifs généraux du développement économique et des objectifs précis proposés par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Une fois dégagés les critères et les procédures d'évaluation, l'Organisation pourrait prendre des décisions reposant sur une base plus solide. La proclamation d'objectifs n'a de sens que si l'on trouve le moyen de les insérer effectivement dans la trame de l'action internationale quotidienne.

11. Sans parler de planification internationale, dont l'évocation peut effrayer certains, il faut s'efforcer, dans l'action internationale, de faire usage, avec toute la prudence désirable, des disciplines qui ont fait leur preuve dans la conduite des affaires nationales. Les propositions faites par la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (WFUNA) en vue d'une action concrète portant sur certains secteurs clés: l'alimentation, la santé et l'éducation, semblent indiquer que la communauté internationale y est désormais disposée, et ces idées retiendront certainement l'attention des institutions spécialisées compétentes. La tâche de l'Organisation des Nations Unies et de la Deuxième Commission est esquissée dans le premier chapitre de la première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1962 (E/3774), où les besoins futurs sont exprimés en fonction des tendances prévisibles. Certes les projections dont ce chapitre fait état sont sujettes à révision, mais la méthode utilisée paraît pertinente. Elle vise à mettre en lumière les déficits extérieurs, élément décisif dans le processus de croissance des pays insuffisamment développés, et donne une mesure du fossé qu'il faut combler par des actions correctives. En isolant les diverses variables stratégiques, notamment celles du commerce, de l'aide et des mouvements de capitaux, elle permet d'en suivre l'évolution et d'adopter à leur égard une politique d'ensemble cohérente. Il convient à cet égard de souligner l'intérêt de certaines idées qui ont été discutées récemment au Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies concernant la mise en œuvre de certains mécanismes institutionnels permettant de faire une étude continue de ces problèmes.

12. Ces propositions ne doivent pas faire naître d'inquiétude si l'on envisage l'effort à entreprendre dans la perspective d'une époque lointaine où l'économie aura des dimensions différentes. C'est ainsi qu'il faut considérer le chiffre du déficit global prévu pour 1970, soit 11 milliards de dollars. En réalité, l'objectif de la Décennie, qui consiste à porter en 10 ans à 5 p. 100 un taux de croissance qui était récemment de 4,65 p. 100, est modeste. Il a été

fixé en fonction des possibilités plutôt qu'en fonction des besoins et la communauté internationale se doit de tout mettre en œuvre pour l'atteindre.

13. Ces considérations prennent une actualité accrue à la veille de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette manifestation se distinguera de celles qui l'ont précédée en ce que les problèmes et les solutions y seront examinés compte tenu de l'évolution de la philosophie économique. Il paraît difficile d'entreprendre de modifier les tendances du commerce mondial sans faire place, dans la négociation, à certains objectifs globaux.

14. La Conférence ne résoudra pas d'un coup les problèmes qui l'occuperont et tout dépendra du dispositif qu'elle saura mettre sur pied pour mener à bien cette œuvre de longue haleine. Mais les délibérations de la Commission peuvent, en la préparant, l'assurer d'un minimum de résultats immédiats. Il est des problèmes, notamment certaines questions touchant aux produits tropicaux, qui figurent au programme d'action du GATT pour l'expansion du commerce international et auxquels on peut déjà prévoir une solution. Les difficultés résultant du régime préférentiel accordé à 18 pays africains associés à la Communauté économique européenne devraient pouvoir se dissiper, puisqu'il s'agit là d'un régime transitoire, à condition que le problème n'évolue pas vers un conflit doctrinal entre les partisans de l'organisation et ceux de la libéralisation, thèses qui, dans la pratique, sont sûrement conciliables.

15. En revanche, le commerce des produits manufacturés en provenance des pays sous-développés soulève des problèmes délicats, dont la solution a progressé inégalement. Certaines mesures qui s'inspirent du principe de la libéralisation, telles que la réduction échelonnée des droits qui frappent certains produits semi-manufacturés, paraissent possibles. Mais d'autres idées, comme l'abandon en faveur des pays sous-développés du principe de stricte réciprocité dans les concessions tarifaires, n'ont pas encore évolué vers des propositions concrètes, ou se heurtent aux règles qui gouvernent actuellement le commerce mondial, notamment la clause de la nation la plus favorisée, sans laquelle la porte serait ouverte à l'arbitraire. Plutôt que de formuler des règles entièrement nouvelles, il conviendrait donc d'élargir la zone des déviations tolérables en fonction des objectifs du développement économique des pays nouveaux, en soumettant cette zone à des disciplines internes, comme c'est déjà le cas pour l'utilisation des excédents agricoles.

16. Dans ce domaine, il ne faut pas perdre de vue la nature des mesures auxquelles les pays sous-développés seraient contraints si l'on ne parvenait pas à des solutions largement multilatérales. Dans le processus d'industrialisation de certaines régions du monde, la politique dite de "substitution" a conduit à des abus. Mais il paraît difficile de les éviter tant qu'un plan n'aura pas été mis au point pour assurer progressivement des débouchés aux produits manufacturés dont les prix peuvent déjà soutenir la concurrence. L'une des difficultés rencontrées pour l'établissement d'un nouveau système des échanges internationaux vient de ce qu'il faut satisfaire les besoins de pays dont les économies appartiennent à des types nettement différenciés. En particulier, les économies semi-industrielles sont appelées à produire un excédent de biens d'équipement qui chercheront à se placer sur les marchés

mondiaux, sans pouvoir cependant s'offrir à des prix compétitifs. De plus en plus, ces industries naissantes sont protégées au moyen de secteurs préférentiels où peuvent se nouer des combinaisons d'intérêt réciproques. Ces solutions sont naturelles entre pays contigus, mais elles pourraient être plus profitables si elles étaient organisées entre un plus grand nombre de pays. Elles introduiraient sans doute des complications considérables dans la structure du commerce international, mais elles deviendront de plus en plus tentantes si les grands centres industriels ne renoncent pas en temps voulu à leurs tarifs protecteurs pour permettre à la politique d'industrialisation des nouveaux pays de se développer rationnellement.

17. Les Nations Unies ne doivent pas se borner à élaborer des règles; elles cherchent en fait à stimuler des transformations internes qui facilitent une meilleure division internationale du travail. Mais elles sont aujourd'hui encore mal adaptées à cette tâche. En revanche, des progrès très réels ont été faits dans cette voie par des groupements plus restreints, à l'Est comme à l'Ouest. Il y aurait intérêt à ce que ces groupements coopèrent sur une base multilatérale aussi large que possible et s'inspirent parfois des préoccupations et des principes directeurs qui orientent l'action de l'ONU. La prochaine Conférence permettra peut-être d'établir ces contacts.

18. Mais l'Organisation elle-même dispose de moyens d'influence spécifiques. Elle peut continuer à définir les problèmes et à en mesurer les dimensions, dissipant ainsi certaines appréhensions concernant le risque de dislocations économiques majeures. A cet égard, les renseignements quantitatifs donnés dans l'Etude sur l'économie mondiale font ressortir que les ajustements nécessaires dans les pays industriels pour admettre de nouveaux partenaires commerciaux sont d'une portée bien moindre que ceux qui se produisent couramment sous l'effet du progrès technologique.

19. D'autre part, les transformations qu'il est souhaitable d'opérer dans les pays industriels ne pourront se réaliser qu'avec l'adhésion du monde du travail, qu'elles intéressent directement. Il est donc souhaitable d'établir avec les mouvements syndicaux des communications visant à une plus grande compréhension mutuelle, soit par la voie d'un statut consultatif dont jouissent les grandes organisations syndicales, soit grâce à l'OIT, dont la structure tripartite est particulièrement bien adaptée à un tel dessein.

20. L'une des plus hautes missions de l'ONU est d'être un instrument de changement pacifique, et cela également dans la sphère des relations économiques internationales. La grandeur de cette tâche est encore plus évidente depuis que la Deuxième Commission a décidé de se préoccuper des conséquences économiques du désarmement, problème dont l'actualité est encore confirmée par la signature du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Une société sans armement sera fondamentalement différente de la société actuelle, et il convient d'approfondir les mécanismes qui rendront possibles de tels changements. Ce faisant, la Commission contribuera peut-être à la solution de problèmes plus immédiats et de moindre portée. Mais surtout, elle se convaincra mieux que la loi inexorable du changement peut conduire l'humanité vers des desti-

nées meilleures et plus dignes de ses aspirations actuelles.

21. M. COSIO VILLEGAS (Mexique) dit que les rapports du Conseil économique et social (A/5503), du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa deuxième session (E/3799), de la Commission économique pour l'Amérique latine (E/3766/Rev.3) et du Comité du développement industriel (E/3781) montrent que les représentants des gouvernements et les fonctionnaires du Secrétariat ont adopté une optique nouvelle. Ils sont déçus par les résultats obtenus et ont pris conscience de la nécessité impérieuse d'atteindre au plus vite les objectifs des Nations Unies dans le domaine du développement. La délégation mexicaine n'est ni surprise ni préoccupée outre mesure par ce sentiment dominant de déception. Cette déception pourrait inciter à de plus grands efforts, notamment de la part des pays qui, jusqu'ici, n'ont pas mis tous leurs moyens en œuvre.

22. La première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1962 (E/3774) montre qu'en 1950 la part des pays sous-développés dans le volume total du commerce international représentait un tiers environ, mais qu'en 1960 cette participation était tombée à un cinquième. Le fléchissement des prix de leurs exportations de produits de base a coïncidé avec une hausse de la valeur des articles manufacturés qu'ils importent. C'est ainsi que les termes d'échange ont diminué de 9 p. 100 pour ce groupe de pays.

23. Si la prospérité d'après guerre aux Etats-Unis puis en Europe occidentale a fait naître une lueur d'espoir, il n'en demeure pas moins que les revenus personnels plus élevés dans ces pays ont créé une demande qui a porté sur les articles manufacturés et les services plutôt que sur les produits alimentaires. Presque tous les grands pays industriels ont réussi à accroître leur propre productivité agricole, ce qui a eu pour résultat de réduire leur demande de produits de base exportés par les pays en voie de développement. Les exportations des pays en voie

de développement subissent également les effets des fluctuations périodiques dans les pays industriels et ceux de la prolifération spectaculaire des produits synthétiques de remplacement.

24. Une autre lueur d'espoir est la possibilité d'accroître les échanges entre les pays en voie de développement et les pays à économie planifiée, question sur laquelle l'Etude sur l'économie mondiale n'est pas aussi explicite qu'elle pourrait l'être: cette étude énumère les obstacles qui entravent le développement de ces échanges, mais il semble à première vue que ces obstacles, si nombreux et si graves qu'ils soient, ne seraient pas insurmontables si l'on était résolu à s'entendre. Cependant, l'Etude semble laisser entendre que la seule perspective immédiate de venir à bout de ces difficultés réside dans le marché florissant du monde occidental.

25. Les pays en voie de développement pourraient également accroître leurs recettes d'exportation en augmentant leurs ventes à l'étranger de produits finis et semi-finis. Mais les perspectives ne sont guère encourageantes. Leur production d'articles de ce genre étant axée sur les marchés intérieurs, il serait difficile de l'adapter aux besoins de l'exportation à moins de consentir un effort technique considérable et de réaliser de gros investissements. De plus, les pays industriels ne sont guère disposés à importer des articles manufacturés ou même des articles ayant subi la moindre transformation.

26. Le pessimisme de l'Etude sur l'économie mondiale paraît justifié. Non seulement les recettes d'exportation des pays en voie de développement ont baissé au cours des dernières années, mais il y a peu de chances de les voir augmenter. Le seul espoir réel et immédiat réside dans les concessions que les pays industriels, de l'Est comme de l'Ouest, pourront et voudront bien accorder au cours de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

La séance est levée à 16 h 40.